AU 31 DECEMBRE 2013 – PROJECTION SUR LE SIMULATEUR FIXAGE (pour paramètres 2014, donc avant réforme).

En millions d'euros	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Cotisations obligatoires	169,8	175,9	182,5	189,7	196,7	204,4	212,6	221,2	230,3	239,8	249,6	259,7	270,1	280,6	291,2	302,	312,9
Cotisations supplémentaires	42,6	43,	43,3	43,5	43,5	43,7	43,9	44,2	44,6	45,2	45,8	46,6	47,4	48,4	49,5	50,7	52,
Majoration, frais & pénalités	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~
Reprise sur provisions & amortissements	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~
Autres	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~
Produits techniques	212,4	218,9	225,8	233,2	240,3	248,1	256,5	265,4	275,	285,	295,4	306,3	317,5	329,	340,8	352,7	364,9
Retraites & Pensions (Droits propres)	154,5	168,3	181,2	193,7	205,9	217,7	229,8	241,9	254,3	266,9	280,	293,7	307,9	322,8	338,7	355,6	373,7
Régime obligatoire	106,1	116,1	125,5	134,6	143,6	152,3	161,4	170,6	180,	189,8	200,	210,8	222,2	234,3	247,3	261,4	276,5
Régime optionnel	38,6	42,3	45,8	49,1	52,4	55,5	58,7	61,8	64,9	67,9	71,	74,2	77,2	80,3	83,5	86,7	90,
Régime cipav	9,8	9,9	10,	10,	9,9	9,8	9,7	9,6	9,4	9,2	9,	8,7	8,5	8,2	7,9	7,6	7,3
Retraites & Pensions (Droits dérivés)	28,	29,	30,	31,	32,	33,1	34,2	35,4	37,8	39,1	40,6	42,1	43,7	45,5	47,5	49,6	
Régime obligatoire	19,9	20,6	21,2	21,9	22,6	23,3	24,1	24,9	25,7	26,6	27,5	28,6	29,7	30,8	32,2	33,6	35,2
Régime optionnel	4,3	4,6	5,	5,3	5,7	6,	6,4	6,8	7,2	7,6	8,	8,5	9,	9,5	10,	10,6	11,2
Régime cipav	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	3,7	3,7	3,6	3,6	3,6	3,5	3,5	3,4	3,4	3,3	3,3	3,3
Contribution au Fonds d'Action Sociale	0,8	0,9	0,9	0,9	1,	1,	1,	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	1,3	1,3	1,3	1,4
Autres	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~	~
Charges techniques	183,3	198,2	212,1	225,6	238,9	251,7	265,	278,3	291,9	305,9	320,3	335,4	351,2	367,8	385,5	404,4	424,7
RÉSULTAT TECHNIQUE	29,1	20,8	13,7	7,7	1,4	-3,7	-8,5	-12,8	-17,	-20,9	-24,9	-29,1	-33,6	-38,7	-44,7	-51,7	-59,8
Charges et produits administratifs	4,3	4,4	4,5	4,6	4,7	4,9	5,	5,1	5,2	5,4	5,5	5,6	5,8	5,9	6,1	6,2	6,4
Revenus financiers et immobiliers	25,	26,2	27,2	28,1	28,9	29,5	30,1	30,5	30,8	31,1	31,2	31,3	31,2	31,	30,7	30,2	29,5
RÉSULTAT NET	49,8	42,6	36,5	31,2	25,3	21,	16,6	12,6	8,9	4,8	0,9	-3,5	-8,2	-13,6	-20,1	-27,7	-36,7
RÉSERVES (après affectation du résultat net)	985,7	1 028,2	1 064,7	1 095,9	1 121,4	1 142,4	1 159	1 171,5	1 180,2	1 185,	1 185,8	1 182,4	1 174,2	1 160,5	1 140,4	1 112,7	1 076,
Réserves en années de charges	5,3	5,1	4,9	4,8	4,6	4,5	4,3	4,1	4,0	3,8	3,6	3,5	3,3	3,1	2,9	2,7	2,5
Réserves en années de prestations	5,4	5,2	5,0	4,9	4,7	4,6	4,4	4,2	4,1	3,9	3,7	3,5	3,4	3,2	3,0	2,8	2,5

HYPOTHESES RETENUES

Entrées	2 200			Augmentation annuelle de la valeur d'achat du point	2,50%
Hommes	660	30%	29,7	Augmentation annuelle de la valeur de service du point	1,50%
Femmes	1 540	70%	28,7	Augmentation annuelle des revenus	2,00%
Augmentation annuelle du plafond T1	2,00%			Augmentation annuelle du plafond de la sécurité sociale	2,00%
Augmentation annuelle du plafond T2	2,00%			Taux de rentabilité des placements	2,50%
Augmentation annuelle du taux d'appel	+ 0,5 point par an jusqu'en 2017 puis stabilité à 105%			Taux de frais généraux	2,50%

SIMULATIONS – TABLEAUX COMPARATIFS AVEC HYPOTHESES – simulations sur ancien régime au 30 octobre 2013

REGIME DE RETRAITE COMPLEMENTAIRE						
NOUVEAUX ENTRANTS		2200	2200	2200	1800	2200
taux d'appel		2014 à 2016 + 0,5	2014 à 2016 + 0,75	2014 à 2016 + 0,75	2014 à 2016 + 0,5	2014 à 2016 + 0,5
évolution du coût d'acquisition du point		2,70%	3%	2,70%	2,70%	2,70%
évolution de la valeur de service du point		1,70%	2%	2% en 2012 1,7 après	1,70%	1,70%
première année de résultat net déficitaire		2026	2021	2026	2022	2026
première année de résultat technique déficitaire		2018	2017	2018	2017	2018
(càd : pensions > cotisations)						
diminution des réserves à compter de		néant	2022	2026	2022	2026
épuisement des réserves avant 2041		néant	néant	néant		néant
résultat net en 2020 (en millions d'€)		21,2	2,4	19,6	8,6	21,2
résultat net en 2030 (en millions d'€)		-30,34	-103,5	-34	-76,8	-30,3

2. EVOLUTION DES HYPOTHESES DE REFORMES ENVISAGEES

a. DONNEES NOUVELLES IMPOSANT UNE REFORME

Outre l'horizon d'un déficit technique proche, la commission des réformes a une feuille de route impérative : supprimer les classes optionnelles. Les pouvoirs publics imposent en effet la suppression de toute dimension facultative dans tous les régimes de retraite complémentaire qui en comportaient encore.

Griefs portés à l'encontre de l'extension optionnelle du régime complémentaire :

- risque d'antisélection, outre la critique d'une situation d'un financement des classes optionnelles par les classes obligatoires et recommande ; pour y pallier, plusieurs possibilités :
 - o transférer les classes optionnelles au sein d'un régime par capitalisation totalement indépendant,
 - o supprimer toute option et adapter les modalités de cotisations,
- risque de requalification, les Urssaf reconnaissant de moins en moins le caractère obligatoire des cotisations en classes optionnelles.
- suppression à terme de la déductibilité fiscale et sociale de la partie optionnelle des cotisations.

La commission des réformes a pris la décision de principe d'exclure l'isolement des cotisations optionnelles et leur transfert vers des régimes privés par capitalisation, hors contrôle de la profession. En d'autres termes, la commission décide de conserver le régime de retraite complémentaire dans le périmètre de la CNBF.

b. PREMIERE PISTE ENVISAGEE PAR LA COMMISSION

La Commission décide d'écarter la voie du régime par capitalisation, de maintenir l'organisation et les principes du régime complémentaire et de son extension optionnelle et de renforcer le caractère obligatoire de cette dernière.

Pour cela, la Commission envisage de modifier les critères de manière à :

- ne pas peser sur les recettes du régime complémentaire,
- rendre obligatoire l'adhésion à une première classe de l'extension optionnelle du régime complémentaire et,
- permettre aux revenus les plus importants de cotiser plus.

Proposition cf. tableau ci-après :

Actuel		Tranche de revenus			Projet	
					Taux	Cot. obligatoire
Cotisations obligatoires	3,00%	0	à	40 858	2,00%	X
	6,00%	40 858	à	163 432	5,00%	X
		0	à	163 432	C0 = 1,00%	Au moins une des 5 classes
Cotisations optionnelles	C1 = 2,60%	40 858	à	163 432	C1 = 3,60%	
	C2 = 6,40%				C2 = 7,40%	
	C3 = 9,20%				C3 = 10,20%	
					C4 = 12,00%	

NB : Les taux de cotisation n'intègrent pas les taux d'appel.

c. EVOLUTION DES CHOIX : 5 étapes

Etape 1.

La Commission décide de retenir les hypothèses présentées dans le tableau ci-après qui répondent aux principes suivants :

- A revenus constant, les cotisations actuelles et futures seront identiques.
- Le choix d'une option est obligatoire et irrévocable autrement dit, il ne sera pas possible de cotiser à une option inférieure à celle choisie. A défaut de choix, l'option C0 s'imposera.
- Le principe d'un rendement accru avec le niveau de l'option choisie est maintenu. Toutefois la réflexion doit se poursuivre sur la progressivité du rendement de l'acquisition et de l'écart de rendement maximum qui doit exister entre la classe C0 et la classe C4.

Projet pour le régime complémentaire		
Tranche de revenus	Taux	Cotisation obligatoire
0 à 40.538 (1P)	2,00%	X
40.858 (1P) à 163.432 (4P)	5,00%	X
0 à 163.432 (4P)	C0 = 1,00%	Au titre du taux additionnel obligatoire : choisir au moins une des 5 classes. A défaut C0 s'impose.
	C1 = 3,00%	
	C2 = 5,50%	
	C3 = 8,00%	
	C4 = 10,50%	

NB : Les taux de cotisation n'intègrent pas les taux d'appel.

Etape 2

- en finir avec un régime complémentaire composé d'une partie obligatoire (cf. les deux taux de base de 3 et 6%) et d'une partie facultative (les 3 classes optionnelles, C1, C2 et C3),
- mais créer en revanche un nouveau Régime complémentaire composé de deux nouveaux taux de base obligatoires (2 et 5%) et d'un taux additionnel obligatoire à choisir parmi 5 classes (de C0 à C5), et à défaut de choix, obligation de cotiser au taux additionnel C0.
- A revenus constants, les cotisations actuelles et futures doivent être identiques. En d'autres termes, la réforme ne doit avoir pour effet ni d'augmenter les cotisations de ceux qui n'ont adhéré à aucune des trois classes actuelles (C1, C2 ou C3), ni d'augmenter les cotisations de ceux qui ont fait le choix de l'une ou l'autre des trois classes actuelles.
- Comme actuellement, le choix d'une option est obligatoire et irrévocable autrement dit, il ne sera possible ni de cotiser à un niveau inférieur à celui actuellement en vigueur, ni une fois le choix fait de revenir à un niveau de cotisation inférieur.

Projet pour le régime complémentaire		
Tranche de revenus	Taux	Cotisation obligatoire
0 à 40.538 (1P)	2,00%	X (1 ^{er} taux de base)
40.858 (1P) à 163.432 (4P)	5,00%	X (2 ^{ème} taux de base)
0 à 163.432 (4P)	C0 = 1,00%	X (au titre du taux additionnel obligatoire choisir au moins une des 5 classes) A défaut C0 s'impose.
	C1 = 3,00%	
	C2 = 5,50%	
	C3 = 8,00%	
	C4 = 10,50%	

NB : Les taux de cotisation n'intègrent pas les taux d'appel.

En l'état la Commission estime qu'il n'est pas opportun de remettre en cause le principe de l'irrévocabilité du choix (choix qui demain sera celui d'un taux additionnel obligatoire) mais tout en ayant conscience qu'une politique de communication devra être faite à ce sujet (constat que l'irrévocabilité du choix est un facteur de rejet pour de nombreux avocats),

Etape 3

- 5 « contrats » distincts offrant chacun un taux de rendement différent mais croissant en fonction de l'effort de cotisation.
- Ne pas lier le choix d'un « contrat » à un niveau de revenus.
- Possibilité d'opter pour un « contrat » « moins cher » en cas de baisse de 1/3 des revenus.

SITUATION ACTUELLE				
	Régime complémentaire	Régime supplémentaire		
		Classe 1	Classe 2	Classe 3
Cotisation assise sur les revenus de 0 à 1P	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
Cotisation assise sur les revenus de 1P à 4P	6,00%	6,00%	6,00%	6,00%
		2,60%	6,40%	9,20%
Plafond (P)	40 858€			
Plafond (4P)	163 432€			
Points acquis		* 35%	* 85%	* 135%

* Fraction des points acquis par la cotisation du régime complémentaire assise sur les revenus de 1P à 4P.

PROJET					
	Régime complémentaire				
	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4	Classe 5
Cotisation assise sur les revenus de 0 à 1P	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
Cotisation assise sur les revenus de 1P à 4P	6,00%	8,70%	12,10%	15,50%	18,90%
Plafond (P)	40 858€				
Plafond (4P)	163 432€				
Points acquis	** 100%	** 135%	** 185%	** 235%	** 285%

** Fraction des points théoriquement acquis par une cotisation de 6% assise sur les revenus de 1P à 4P.

Etape 4.

La commission :

- abandonne la proposition de maintenir des tranches 1 et 2 de cotisation à respectivement 2,9% et 5,9% du fait que la solution s'avère moins favorable aux petits revenus qui cotiseraient plus et percevraient moins de points,
- abandonne la notion de régime supplémentaire pour ne proposer qu'un régime complémentaire avec l'obligation de faire un choix entre 5 classes de cotisations avec, à défaut de choix par l'avocat, l'obligation d'être en 1^{ère} classe, le principe étant dans chacune des classes une cotisation à deux tranches comme présenté ci-après:

SITUATION ACTUELLE				
	Régime complémentaire	Régime supplémentaire		
		Classe 1	Classe 2	Classe 3
Cotisation assise sur les revenus de 0 à 1P	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
Cotisation assise sur les revenus de 1P à 4P	6,00%	6,00%	6,00%	6,00%
		2,60%	6,40%	9,20%
Plafond (P)	40 858€			
Plafond (4P)	163 432€			
Points acquis		* 35%	* 85%	* 135%

* Fraction des points acquis par la cotisation du régime complémentaire assise sur les revenus de 1P à 4P.

PROJET					
	Régime complémentaire				
	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4	Classe 5
Cotisation assise sur les revenus de 0 à 1P	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
Cotisation assise sur les revenus de 1P à 4P	6,00%	8,70%	12,10%	15,50%	18,90%
Plafond (P)	40 858€				
Plafond (4P)	163 432€				
Points acquis	** 100%	** 135%	** 185%	** 235%	** 285%

** Fraction des points théoriquement acquis par une cotisation de 6% assise sur les revenus de 1P à 4P.

- maintien du principe de l'irrévocabilité du choix (sauf à passer en classe supérieure) qui est le pendant de la déductibilité fiscale des cotisations,

- propose cependant une atténuation au principe de l'irrévocabilité en permettant en cas de baisse de 1/3 du revenu imposable, la possibilité de cotiser dans la classe immédiatement inférieure (le minimum devant bien entendu être la 1^{ère} classe)
- entend que la baisse du rendement du futur régime complémentaire soit un élément de négociation avec la tutelle,

Etape 5

REORIENTATION DE LA POSITION DE LA COMMISSION APRES LE REFUS DE LA TUTELLE DE MAINTENIR UN QUELCONQUE ASPECT OPTIONNEL DANS LE REGIME COMPLEMENTAIRE

LA COMMISSION :

- s'engage à maintenir un régime de qualité « par le haut », vers le "tout obligatoire" à un niveau se rapprochant de l'ancien « C3 » (un taux de cotisation unique en fonction de tranches de revenus) mais décide que l'évolution doit se faire sur une longue période transitoire. Au terme de négociations avec la tutelle, la CNBF obtient :
 - une période transitoire d'une durée exceptionnelle de 15 ans, qu'elle justifie comme étant la contrepartie du passage au tout obligatoire ;
 - la révocabilité des choix pendant cette période.
- justifie la longueur de la période de mise en œuvre de la réforme par le lissage nécessaire de l'augmentation inévitable des cotisations,
- constate que les affiliés en classe 3 du régime optionnel actuel acquitteront progressivement moins de cotisations et accumuleront donc moins de points. Pour pallier cette situation la Commission décide que la réforme doit offrir, dès sa mise en œuvre et à ces seuls affiliés, le choix d'une sur-cotisation leur permettant qu'acquérir autant de points qu'aujourd'hui. Ce choix pourra être irrévocable et donc justifier la déduction fiscale de la cotisation.
- Même si durant toute la période de réforme du régime, les avocats cotisent au minimum exigé, l'équilibre financier du régime est garanti à long terme.

Projection de la nouvelle configuration du régime à horizon 2030

Les hypothèses adoptées pour établir les comptes de résultat prévisionnels sur la période de mise en place du régime :

- 2.200 entrées annuelles dans la profession, ce paramètre n'ayant d'effet sur la période 2015-2030 qu'en terme de cotisations car nous avons supposé que tous les avocats concernés par leur départ en retraite sont déjà dans la profession et donc identifiables dans les tableaux d'effectifs globaux que nous a fournis la Caisse au 31/12/2012 ;
- placement des réserves, revalorisation des charges de fonctionnement et augmentation du plafond de 2,50 % par an ;

- révision annuelle du rendement du régime constituée par un "différentiel" entre valeur d'achat du point pour les actifs et valeur de service du point pour les retraités de façon à atteindre un rendement inférieur à 7,50 % en 2030 ;
- hypothèse d'un revenu annuel des femmes inférieur de 50 % à celui des hommes, écart que nous avons diminué de 2 % par an ; l'écart sur le montant de la retraite de droit direct des femmes et des hommes qui était du même ordre de 50 % est lui aussi réduit mais de seulement 1 % par an (les femmes retraitées restant minoritaires par rapport aux hommes dans les 15 ans qui viennent ce qui n'est pas le cas pour les actifs) ;
- les tables de mortalité utilisées ont été une extrapolation en 2030 des tables publiées par l'INED (elles-mêmes valables jusqu'en 2013) avec distinction entre femmes et hommes.
- plafond appliqué en 2015 identique à 2014 soit 41.674 €, l'incidence sur les résultats restant faible puisque l'on a pu mesurer que toute augmentation faible (par exemple 3 %) du plafond se traduisait par une croissance de l'ordre du 10^e de cette revalorisation (en l'espèce 0,3 %).

Les bilans prévisionnels sont bons, montrent la pérennité du régime. Le rapport démographique, indicateur essentiel d'un régime en répartition, reste globalement favorable (d'après nos estimations le nombre d'avocats actifs devraient être d'environ 80.000 en 2030, les retraités à la même date s'élevant à moins de 20.000).

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Cotisations	219,8 M€	225,5 M€	240,4 M€	263,8 M€	288,9 M€	315,7 M€
Plac' des réserves	61,5 M€	25,4 M€	26,1 M€	26,5 M€	26,8 M€	27,0 M€
Divers (+2,5% / an)	14,4 M€	14,9 M€	15,2 M€	15,5 M€	15,9 M€	16,3 M€
TOTAL	295,7 M€	265,7 M€	281,7 M€	305,9 M€	331,6 M€	359,1 M€
Retraites	174,1 M€	201,6 M€	227,9 M€	253,9 M€	278,9 M€	303,5 M€
Frais de gestion	11,3 M€	13,1 M€	14,8 M€	16,5 M€	18,1 M€	19,7 M€
Divers (+2,5% / an)	22,7 M€	23,3 M€	23,9 M€	24,5 M€	25,1 M€	25,7 M€
TOTAL	208,1 M€	238,0 M€	266,6 M€	294,8 M€	322,1 M€	348,9 M€
Résultat exercice	87,6 M€	27,7 M€	15,1 M€	11,0 M€	9,5 M€	10,2 M€
Réserves au 1/1	929,6 M€	1 017,2 M€	1 044,9 M€	1 060,0 M€	1 071,1 M€	1 080,6 M€
Réserves au 31/12	1 017,2 M€	1 044,9 M€	1 060,0 M€	1 071,1 M€	1 080,6 M€	1 090,7 M€

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Cotisations	344,4 M€	374,8 M€	406,9 M€	440,9 M€	476,7 M€	514,3 M€
Plac' des réserves	27,3 M€	27,6 M€	28,1 M€	28,7 M€	29,6 M€	30,7 M€
Divers (+2,5% / an)	16,7 M€	17,2 M€	17,6 M€	18,0 M€	18,5 M€	18,9 M€
TOTAL	388,4 M€	419,6 M€	452,5 M€	487,6 M€	524,8 M€	564,0 M€
Retraites	327,0 M€	350,8 M€	375,1 M€	399,3 M€	424,0 M€	449,5 M€
Frais de gestion	21,3 M€	22,8 M€	24,4 M€	26,0 M€	27,6 M€	29,2 M€
Divers (+2,5% / an)	26,3 M€	27,0 M€	27,7 M€	28,4 M€	29,1 M€	29,8 M€
TOTAL	374,6 M€	400,6 M€	427,2 M€	453,6 M€	480,6 M€	508,5 M€
Résultat exercice	13,8 M€	19,0 M€	25,4 M€	34,0 M€	44,1 M€	55,4 M€
Réserves au 1/1	1 090,7 M€	1 104,6 M€	1 123,5 M€	1 148,9 M€	1 182,9 M€	1 227,0 M€
Réserves au 31/12	1 104,6 M€	1 123,5 M€	1 148,9 M€	1 182,9 M€	1 227,0 M€	1 282,5 M€

	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Cotisations	553,7 M€	595,0 M€	638,1 M€	682,9 M€	729,4 M€	777,5 M€
Plac' des réserves	32,1 M€	33,8 M€	35,8 M€	38,2 M€	41,0 M€	44,1 M€
Divers (+2,5% / an)	19,4 M€	19,9 M€	20,4 M€	20,9 M€	21,4 M€	22,0 M€
TOTAL	605,2 M€	648,7 M€	694,3 M€	742,0 M€	791,7 M€	843,6 M€
Retraites	476,1 M€	503,4 M€	531,7 M€	561,6 M€	593,0 M€	626,5 M€
Frais de gestion	30,9 M€	32,7 M€	34,6 M€	36,5 M€	38,5 M€	40,7 M€
Divers (+2,5% / an)	30,5 M€	31,3 M€	32,1 M€	32,9 M€	33,7 M€	34,6 M€
TOTAL	537,5 M€	567,4 M€	598,4 M€	631,0 M€	665,3 M€	701,8 M€
Résultat exercice	67,6 M€	81,3 M€	95,9 M€	111,0 M€	126,5 M€	143,6 M€
Réserves au 1/1	1 282,5 M€	1 350,1 M€	1 431,3 M€	1 527,3 M€	1 638,2 M€	1 764,7 M€
Réserves au 31/12	1 350,1 M€	1 431,3 M€	1 527,3 M€	1 638,2 M€	1 764,7 M€	1 881,5 M€

* * *